Le barrage de Ziga et l'invention d'une paysannerie sans terre au Burkina Faso

Thèse de doctorat (PhD), laboratoire d'Anthropologie prospective,
UCLouvain, 2020, 403 p.

Kiss-Wend-Sida Romaine Zangré-Konseiga

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/anthropodev/1662>

DOI : 10.4000/anthropodev.1662

ISSN : 2553-1719

Éditeur

Presses universitaires de Louvain

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2021

Pagination : 233-235

ISBN : 978-2-39061-188-2

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Kiss-Wend-Sida Romaine Zangré-Konseiga, « Le barrage de Ziga et l'invention d'une paysannerie sans terre au Burkina Faso », *Anthropologie & développement* [En ligne], 52 | 2021, mis en ligne le 31 décembre 2021, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1662> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1662>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Le barrage de Ziga et l'invention d'une paysannerie sans terre au Burkina Faso

Kiss-Wend-Sida Romaine Zangré-Konseiga*

Thèse de doctorat (PhD), laboratoire d'Anthropologie prospective,
UCLouvain, 2020, 403 p.

Dans cette monographie, l'auteure étudie les processus de dépossession, de privatisation et de marchandisation des patrimoines fonciers lignagers de la population de la zone de Ziga, au Burkina Faso, à la suite de la construction d'un barrage. Le barrage de Ziga mis en eau en 2000 sert à l'approvisionnement en eau potable de la capitale, Ouagadougou. Ce projet d'enjeu national a entraîné un bouleversement important dans la zone d'implantation. Une partie de la population riveraine fut déplacée et déracinée de ses terres, coupée de son ancrage identitaire. Les mesures de développement pour la zone de Ziga, de compensation et d'accompagnement pour les personnes déplacées ou impactées négativement par le projet, promises par l'État, n'ont pas toutes été appliquées. Certains aménagements prévus par le Plan gouvernemental d'atténuation des impacts sur l'environnement (PGAIE) n'ont même pas été exécutés. C'est dans ce contexte de violences matérielles et symboliques que se déploie cette thèse en proposant une analyse détaillée des dynamiques, négociations et accords passés autour de ce projet. Elle étudie les rapports de force et de pouvoir, les divergences d'intérêts, mais aussi les logiques et les imaginaires en tension entre une multitude d'acteurs. La particularité du cas de Ziga tient à la valeur foncière ajoutée par la retenue d'eau et à la position périurbaine de cette zone rurale située dans l'orbite du futur « Grand Ouaga », exacerbant ainsi toutes les formes de spéculation foncière. La mise en œuvre de ce projet participe directement à la création d'une paysannerie sans terre.

L'auteure offre ainsi une anthropologie politique « par le bas » qui explore les mutations de la société moaga résultant de la construction du barrage. Elle analyse l'articulation entre le développement rapide de la vente de terres patrimoniales et le rôle ambigu joué par les *nanamse*, la chefferie coutumière, dans le processus de dépossession des villageois expulsés. Cette thèse démontre que, comme les colons d'hier, les élites politiques et économiques d'aujourd'hui ainsi que les promoteurs du projet ont obtenu l'adhésion des chefferies coutumières. En s'appuyant sur le principe hiérarchique et autoritaire de ces dernières qui ne tolèrent aucune contradiction, ni désobéissance, sous peine de sanctions,

* E-mail : rominako29@hotmail.fr

les services administratifs de l'État et les promoteurs du projet leur ont ainsi confié la recherche de sites d'accueil pour les personnes déplacées. Les déplacés ne respectant pas les consignes furent reniés par leur *naaba* (chef). Ce fut le cas pour les déplacés de Gondogo dorénavant considérés comme des *soogom-mense* (des gens qui se suffisent à eux-mêmes, sans maître). Les personnes déplacées sont devenues des « étrangers » dans les villages de réinstallation, malgré le peu de distance parcourue et les référents culturels et linguistiques partagés. Entre « étrangers utiles » et « déplacés encombrants », ces personnes sont ballottées au gré des négociations et des ruses des différents acteurs, mais aussi des dissensions qui se jouent en leur sein, perdantes d'avoir été arrachées à leur terre et de n'avoir plus grand-chose à offrir.

Ensuite, l'auteure décrit la disparition rapide et silencieuse du second pilier de la société traditionnelle moaga : les « gens de la terre ». À la demande des promoteurs du barrage, les maîtres de la terre acceptent de désacraliser les lieux de culte. Puis, ils se convertissent massivement à l'islam pour échapper à la colère des ancêtres. La terre nourricière (*tengpeelem*), l'enterrement du placenta dans la douchière de la cour après la naissance d'un nouveau-né (*zamboco*), la croyance aux génies (*kinkirsi*), les autels de terre protecteurs (*tengkuga*) sont autant de marqueurs d'ancrage identitaire abandonnés. L'auteure montre ainsi que les déplacés ont perdu sur les deux tableaux de la tradition et de la modernité.

Sur le plan traditionnel, les déplacés devenus « étrangers » (*saamba*) se retrouvent en situation d'insécurité foncière, dépendants et vulnérables vis-vis de leurs hôtes. Leurs hôtes, jouant sur le registre de l'autochtonie, n'hésitent pas à les utiliser pour faire de la « territorialisation ». Dans un contexte de saturation foncière, l'espace devient un enjeu de conflit, de réappropriation, de ruses, de détournement pour pouvoir survivre. Cependant, l'absence de dispositif légal de contrôle des investisseurs fonciers nationaux, étrangers ou internationaux entraîne l'accaparement d'hectares par le biais de baux emphytéotiques sur des terres en régime domanial « coutumier ». La perte des terres par les expulsions ou par les appropriations privatives aboutit à une déshumanisation des paysans face à l'impossibilité de la constitution d'un sujet politique, le « je *moaga* » synonyme d'habilité à l'hospitalité, à la possession de terres et au partage de celles-ci avec d'autres.

Par ailleurs, la cession des terres aux déplacés n'a pas été matérialisée de manière formelle par un titre de jouissance, pour les protéger sur le plan juridique et leur garantir une sécurité foncière. Sans ce titre, l'illégalité de l'occupation de terres pose la question de l'application de la loi foncière comme prérogative régalienne de l'État, dont la défaillance précarise et insécurise les citoyens.

Enfin, à partir de l'analyse de la mission de suppléance des services administratifs de l'État par les chefferies villageoises dans la gestion des sites d'accueil des personnes déplacées, l'auteure décrit l'hybridité du système politique au Burkina Faso : la cohabitation de deux types de régimes se distinguant par la manière dont ils construisent la sécurité juridique et politique du citoyen. D'une part, le système semi-autoritaire du pouvoir d'État (1987-2014) caractérisé par l'opacité des lieux de décision, les entraves à la

liberté d'expression et des intérêts concurrents et, d'autre part, la monarchie *moaga* basée sur le principe de la sujétion en contradiction totale avec les valeurs d'un État de droit fort et inclusif.

La lecture de cette thèse intéressera les chercheurs travaillant au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest sur la gouvernance politique, l'État et les projets d'aménagement de grande envergure impliquant des déplacements de population et des dépossessions foncières.